

## **LA PREFECTURE DE VAUCLUSE COMMUNIQUE :**

**AVIS d'ouverture des enquêtes conjointes** préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, sur le projet suivant : **Réalisation d'un réseau gravitaire pour l'extension du réseau d'assainissement collectif, sur le territoire de la commune de SAINT PANTALEON.**

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de **SAINT PANTALEON**, à une **enquête préalable à la déclaration d'utilité publique** du projet de réalisation d'un réseau gravitaire pour l'extension du réseau d'assainissement collectif, et à une **enquête parcellaire** en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir pour permettre la mise en place de ce programme.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête, seront déposés en mairie de SAINT PANTALEON, **du 04 au 21 juin 2007**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture de la mairie au public, tous les jours ouvrables.

Monsieur Jean – Claude REBOUL, chef de subdivision de la Direction départementale de l'Équipement en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif de Nîmes.

Le commissaire enquêteur siégera en **mairie de SAINT PANTALEON**, afin de recevoir les observations du public, aux dates ci-après :

- **Lundi 04 juin 2007 : de 9h00 à 12h00,**
- **Jeudi 14 juin 2007 : de 9h00 à 12h00,**
- **Jeudi 21 juin 2007 : de 13h00 à 16h00.**

Le commissaire enquêteur devra rédiger son rapport et ses conclusions dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture des enquêtes

La publication du présent avis est faite notamment en vue de l'application de l'article L.13.2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

"En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité".

Toute personne concernée pourra, à l'issue des enquêtes, demander communication des conclusions du commissaire enquêteur. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au préfet de Vaucluse (direction des relations avec les collectivités locales et de l'environnement, bureau de l'environnement et des affaires foncières).